



MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur : C.H.R. METZ-THIONVILLE

C.H.R. METZ-THIONVILLE

DAA

1 Allée du Château

CS 45001

57085 METZ Cedex 3

Objet du marché :

**TRAVAUX D'EXTENSION DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE DE L'HOPITAL
Mercy à Metz**

**La consultation est passée selon la procédure adaptée selon les articles R. 2123-1 et
R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique**

Date et heure limites de remise des offres : 30 mars 2023 à 12:00

Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales - Intervenants

Le Centre hospitalier régional Metz-Thionville, personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général, Pouvoir Adjudicateur, seul habilité à signer les marchés.

La présente consultation a pour objet des travaux d'extension du système de vidéosurveillance de l'hôpital MERCY à METZ.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Le marché s'exécutera dans les conditions prescrites au cahier des clauses administratives particulières, selon les spécifications du cahier des clauses techniques particulières.

Article 2 - Forme du marché

La consultation est lancée sous forme de procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur aura recours à la négociation des offres reçues. Il se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans engager lesdites négociations.

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition du marché

Le marché n'est pas alloté, les prestations étant un ensemble homogène insécable.

3-2-Délai d'exécution et durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification et selon le planning d'exécution des travaux.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

3-4-Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

3-5-Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **120 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

3-6-Variantes

Les variantes sont autorisées pour cette consultation.

3-7-Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

3-8 – Visite de site

Afin de voir le matériel en place et de répondre au mieux, une visite du site sera organisée avec l'ensemble des sociétés désirant répondre à l'appel d'offre. Cette visite n'est pas obligatoire mais fortement recommandée. Une attestation de visite sera délivrée.

La date de visite sera fixée et communiquée aux candidats (prévisionnel mi-mars).

Article 4 – Sous-traitance

Le candidat à un marché donnant lieu à la présente consultation peut, dès le moment de l'offre, décider de sous-traiter tout ou partie de la prestation se rattachant aux commandes dont il pourrait avoir la charge, sous réserve d'acceptation du sous-traitant potentiel et d'agrément de ses conditions de paiement.

Article 5 - Dossier de consultation

5-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation
- l'acte d'engagement
- DPGF
- le CCAP
- le CCTP
- la charte des prestataires CHR Metz-Thionville 2019
- le plan d'assurance sécurité du CHR Metz-Thionville 2019
- le questionnaire due diligence sous-traitant CHR Metz-Thionville
- l'engagement de conformité au RGPD
- la conformité des prérequis techniques DSI
- plans
- fiches techniques

5-2-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Article 6 - Présentation des propositions

Les offres devront être rédigées en langue française.

Les offres présentées par télécopie ou par messagerie électronique ne seront pas prises en considération.

Les offres ne contiendront aucune restriction ou réserve, sous peine de nullité.

Les différents formulaires sont téléchargeables sur le site du ministère de l'économie et des finances : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

- **Les candidats auront à produire un dossier complet, dans une enveloppe unique :**

☐ Documents concernant la candidature

- une lettre de candidature, DC1
- une déclaration du candidat, DC2

Le CHR peut être amené à rejeter les candidatures en vertu des articles R. 2141-7 et suivants du code de la commande publique.

☐ **Documents concernant l'offre**

- L'Acte d'engagement donnant lieu à l'offre, contenant le prix proposé par le candidat au titre de la présente consultation ou renvoi DPGF ;
- La DPGF ;
- Un mémoire technique décrivant : (moyens humains et techniques, la méthodologie, les caractéristiques des équipements)

Article 7 – Envoi des offres

7.1 Envoi des candidatures et des offres :

Les candidats doivent impérativement, pour leur réponse, utiliser la voie dématérialisée.

Les candidats sont invités à se reporter aux annexes 1 et 2 du présent règlement de consultation pour toutes les modalités relatives aux réponses dématérialisées.

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par voie électronique. A cette fin, l'opérateur économique mentionnera de manière précise une adresse mail de référence.

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par l'intermédiaire du profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Ces échanges concernent également tous les renseignements complémentaires qui seraient nécessaires au cours de l'étude du dossier de consultation des entreprises et de l'élaboration des offres.

Il est donc impératif que les candidats se soient identifiés sur ce site pour pouvoir bénéficier de la réponse apportée à leur question.

Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

Le mode de transmission par voie dématérialisée est obligatoire.

Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure.

Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations

Le candidat indique dans l'acte d'engagement cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

7-2 - Date et heure limites de réception des candidatures et des offres :

Les plis contenant les candidatures et les offres devront être parvenues à la Direction des Achats et des Approvisionnements – Cellule marchés au plus tard :

Le 30 mars 2023 A 12H00

La date et l'heure qui sont utilisées par le dispositif d'horodatage proviennent de la plate-forme : <https://www.marches-publics.gouv.fr> qui est réglée sur l'heure GMT. Ces dates et heures font, seules, foi pour le traitement de la procédure.

Les candidats sont invités à tenir compte des aléas de la transmission électronique ; par conséquent, ils doivent prendre leurs précautions afin de s'assurer que la transmission électronique de leurs plis soit entièrement achevée avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée dans les délais par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Article 8 - Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué au moyen des critères pondérés suivants :

- prix 40%
- valeur technique 60% (dont performance des équipements 15 ; moyens humains et techniques prévus pour le marché 15, méthodologie 30)

Article 9 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude du dossier, les candidats pourront adresser leur question technique et/ou administrative sur le profil acheteur (plateforme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr/>).

Fait à Metz, le 14 février 2023

Le Directeur Adjoint
DALH,

Lionel TOSI



